

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 26/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HUGONENC NEGOCE SARL**

7 avenue des Castors  
46270 Bagnac-Sur-Célé

Références : SV/2024-1401  
Code AIOT : 0006806535

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement HUGONENC NEGOCE SARL implanté Près de Blazy et Le Bourg 46270 Bagnac-sur-Célé. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi des arrêtés préfectoraux de mise en demeure pris à l'encontre de l'exploitant et de l'action nationale relative au traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUGONENC NEGOCE SARL
- Près de Blazy et Le Bourg 46270 Bagnac-sur-Célé

- Code AIOT : 0006806535
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "HUGONENC NÉGOCE" est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n°E-2011-323 en date du 4 août 2011, à exploiter un centre de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) sis aux lieux-dits «Près de Blazy» et «Le Bourg» sur le territoire de la commune de Bagnac-sur-Célé.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 8 septembre 2011, le préfet du Lot a agréé cet établissement en tant que démolisseur de VHU pour une durée de six ans, sous le numéro d'agrément PR4600007D.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2014, le cahier des charges annexé à l'arrêté d'agrément a été actualisé.

L'agrément préfectoral a été renouvelé en date du 18 octobre 2017.

Par décrets 2018-458 et 2018-704, la nomenclature des ICPE a été modifiée et les activités exploitées sous les rubriques n° 2712 et 2713 sont soumis au régime de l'enregistrement.

Par arrêté ministériel du 14/04/2020, la durée de l'agrément préfectoral est illimité du moment que l'installation est régulièrement enregistrée.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trafic D3E

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE    | Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9    | /                                                                                                          | Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                          | 3 mois                |
| 6  | Respect des exigences de traitement des composants   | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)    | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 2 mois                |
| 7  | Absence d'entrave à la réutilisation et au recyclage | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (3)    | /                                                                                                          | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 11 | Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE     | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I         | /                                                                                                          | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 12 | Transferts d'EEE usagés                              | Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206- | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action                                                                   | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                                       | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    |                                          | 2                                                             |                                                                                                     | corrective                                                                                                          |                       |
| 13 | Conformité des transferts                | Règlement européen du 22/12/2020, article 1013/2006 article 1 | /                                                                                                   | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                 | 1 mois                |
| 14 | Réseau de collecte des eaux pluviales    | AP de Mise en Demeure du 28/06/2022, article 1 à 7            | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                 | 2 mois                |
| 15 | Valeurs limite de rejet aqueux           | Arrêté Ministériel du 26/09/2012, article 31                  | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                 | 1 mois                |
| 16 | Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5) | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er                 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                 | 3 mois                |
| 17 | Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5) | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2                   | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                 | 3 mois                |
| 18 | Admissibilité des déchets                | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.             | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                 | 1 mois                |
| 20 | Informations à fournir                   | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. a)         | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                 | 3 mois                |
| 21 | Entreposage des déchets                  | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.            | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Mise en demeure, respect de prescription                                                                            | 3 mois                |
| 22 | (VLE pour rejet dans le                  | Arrêté Ministériel du 06/06/2018,                             | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande de justificatif à                                                                                           | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | milieu naturel)                  | article 17                                        |                                                                                                            | l'exploitant                                                                                                               |                       |
| 24 | Rétention des sols               | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.7 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 25 | Limite de l'emprise ICPE du site | AP Complémentaire du 04/08/2011, article 1.2.2    | /                                                                                                          | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire                                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants               | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45    | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 3  | Contrat avec un éco-organisme                                        | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 4  | Dispositions minimales dans un contrat-type avec éco-organisme agréé | Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1         | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 5  | Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides         | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)     | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 8  | Traitement                                                           | Arrêté Ministériel du                                       | /                                                                                                          | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                            | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | équipements avec fluorocarbures ou hydrocarbures volatils    | 23/11/2005, article Article 2 (4)                       |                                                                                                     |                   |
| 9  | Respect de la norme générale sur les standards de traitement | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4) | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 10 | Extraction des piles et accumulateurs portables              | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5) | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 19 | Procédure d'information préalable                            | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.      | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 23 | Valeurs limites de bruit                                     | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25 > I.       | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 25 novembre du site exploité par la société HUGONENC sur la commune de Bagnac-sur-Célé, fait le constat d'écarts par rapport à la réglementation et des observations sur la situation administrative pour laquelle une actualisation est nécessaire, notamment sur :

- la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (réception, regroupement, tri) sous couvert de la filière REP,
- la mise à jour d'un plan effectif des écoulements des eaux et du réseau de traitement des eaux susceptible d'être pollués,
- le respect des hauteurs de stockage des tas de déchets,
- la mise en place des registres d'entrée et sortie des déchets.

Il est à noter la réalisation de travaux notamment sur l'imperméabilisation de la plateforme, sur la réfection du réseau de collecte des eaux susceptibles d'être pollués et sur la dépollution de la zone polluée aux hydrocarbures.

L'exploitant doit se positionner sur les recommandations émises par le bureau d'étude concernant la mise en place d'un réseau piézométrique afin de surveiller la qualité des eaux souterraines.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

|                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite sur site, l'inspection constate la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) triés ou mélangés à d'autres déchets de métaux.<br>L'inspection consulte l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 août 2011 modifié le 16 mai 2014 ; la rubrique n° 2711 de la nomenclature des ICPE ne figure pas dans la liste des rubriques.<br><br>Par ailleurs, l'exploitant effectue une opération de traitement de ces déchets en utilisant une presse. Par conséquent, l'installation est susceptible d'être classé sous les rubriques 2790 et/ou 2791 de la nomenclature des ICPE, rubriques ne figurant pas non plus dans la liste des rubriques. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande à l'exploitant de régulariser sa situation administrative.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".<br>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique qu'il dispose d'un compte trackdéchets et qu'il établit des bordereaux de suivi des déchets.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'inspection consulte la fiche d'information trackdéchets pour l'année 2024, et constate que l'exploitant utilise le logiciel. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                   |

**N° 3 : Contrat avec un éco-organisme**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur</p> |

concerné l'avis des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Constats :**

L'exploitant présente le contrat relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, conclu préalablement avec un éco-organisme agréé (ECOSYSTEME), signé en date du 18 décembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Dispositions minimales dans un contrat-type avec éco-organisme agréé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1

**Prescription contrôlée :**

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :

- que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;

- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;

- que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>- les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;</p> <p>- le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.</p> <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La durée du contrat signé le 18 décembre 2023 entre rétroactivement en vigueur le 1er décembre 2023 et prend fin au 31 décembre 2027.</p> <p>L'inspection constate que celui-ci comporte toutes les dispositions minimales prévues dans l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 5 : Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :</p> <p>Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ;</li> <li>-piles et accumulateurs ;</li> <li>-cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ;</li> <li>-cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ;</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>-matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;</li> <li>-déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;</li> <li>-tubes cathodiques ;</li> <li>-chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ;</li> <li>-lampes à décharge ;</li> <li>-écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;</li> <li>-câbles électriques extérieurs ;</li> <li>-composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;</li> <li>-composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ;</li> <li>-condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur &gt; 25 mm, diamètre &gt; 25 mm ou volume proportionnellement similaire).</li> </ul> <p>Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise effectuer uniquement l'opération de retrait des piles lithium sur les déchets reçus. Il indique que ces piles sont stockées dans un contenant mis à disposition par l'éco-organisme.</p> <p>L'exploitant ne procède à aucune autre opération sur les DEEE.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 6 : Respect des exigences de traitement des composants

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des exigences de traitement des composants</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ;</li> <li>-équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;</li> <li>-lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'inspection demande à l'exploitant s'il effectue les opérations de récupération des gaz préjudiciables à la couche d'ozone dans les déchets reçu et susceptible d'en contenir.</p> <p>L'exploitant précise que les déchets accueillis ont fait l'objet normalement d'un retrait des gaz par le producteur du déchet et qu'il n'effectue pas de vérification à la réception de ces déchets, dans son installation ou lors du chargement chez le producteur du déchet.</p>                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure lui permettant de séparer les DEEE des autres déchets et d'effectuer les opérations de récupération des gaz préjudiciables à la couche d'ozone.</p> <p>De justifier auprès de l'inspection des installations classées de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la réalisation effective de cette opération,</li> <li>• séparer physiquement l'ensemble des DEEE reçus sur site des autres déchets,</li> <li>• la mise en place d'une information du public précisant les DEEE non admissibles sur site (Tube cathodique, lampe à décharge, etc).</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 7 : Absence d'entrave à la réutilisation et au recyclage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (3)</p>                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Absence d'entrave à la réutilisation et au recyclage</p>                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Compte tenu de considérations environnementales et de l'utilité de la réutilisation et du recyclage, les points 1 et 2 du présent article sont appliqués de manière à ne pas entraver une bonne réutilisation et un bon recyclage de composants ou d'appareils entiers.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant ne sépare que les cumulus, et les autres DEEE ne sont pas entreposés dans une zone dédiée.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant est susceptible d'entraver une bonne réutilisation et un bon recyclage de composants ou d'appareils entiers.</p>    |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit matérialiser une zone dédiée sur son site afin d'y entreposer l'ensemble des DEEE collectés permettant ainsi une bonne réutilisation et un bon recyclage de composants ou d'appareils entiers.</p>                       |

|                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant justifiera auprès de l'IIC de la mise en place de cette zone dédiée et veillera à ce qu'il ne finisse pas en mélange avec d'autres déchets. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                    |

**N° 8 : Traitement équipements avec fluorocarbures ou hydrocarbures volatils**

|                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4)                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement équipements avec fluorocarbures ou hydrocarbures volatils                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les appareils domestiques contenant des fluorocarbures volatils ou des hydrocarbures volatils sont traités conformément à la norme NF EN 50574 d'avril 2013. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique qu'aucun traitement n'est effectué sur le site, car aucun appareil domestique n'est récupéré.                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                        |

**N° 9 : Respect de la norme générale sur les standards de traitement**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4)                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect de la norme générale sur les standards de traitement                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques respectent la norme générale sur les standards de traitement NF EN 50625-1 " Exigences générales du traitement " (WEEE General Treatment Requirements) du 4 juillet 2014. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant ne procède à aucun traitement des DEEE sur place (hormis le retrait des piles lithium), par conséquent il n'a pas obligation de respecter la norme susvisée.                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 10 : Extraction des piles et accumulateurs portables**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 1 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise enlever sur les DEEE, les piles et batteries lithium.</p> <p>L'inspection constate l'absence d'information concernant la récupération de DEEE et n'a pas pu vérifier la présence du contenant mis à disposition pour stockés ces piles et batteries au sein de l'installation. L'exploitant a transmis une photos du conteneur mis à disposition par l'éco-organisme.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 11 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.</li> <li>-couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>-la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;</li> <li>-l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</li> <li>-l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</li> </ul> </li> </ul> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;</li> <li>-les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</li> <li>-les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</li> <li>-elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant doit améliorer ses conditions d'entreposage des DEEE, notamment pour les cumulus et les autres déchets.</p> <p>En effet l'inspection constate que les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont perfectibles.</p> <p>Ces aires ne sont pas couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;</li> <li>• l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

- l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

L'installation dispose d'un système de pesée des déchets admis (pont bascule).

L'exploitant n'effectue aucun démontage de pièces détachées, la plupart des DEEE n'étant pas séparés du flux des déchets entrants.

L'inspection constate la présence d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant d'améliorer sa gestion des DEEE sur son site, de délimiter correctement les aires dédiées à cette activité, de mettre en place les équipements nécessaires afin d'éviter une dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation conformément aux dispositions du présent article.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 12 : Transferts d'EEE usagés**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger

#### **Prescription contrôlée :**

I. - Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration :

1° Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ;

2° Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ;

3° Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1.

En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

II. - Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes :

1° Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;

2° Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;

3° L'année de production si elle est connue ;

4° Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;

5° La date et les résultats des essais ;

6° Le type d'essais réalisés.

Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.

III. - Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être accompagné :

1° D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;

2° D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.

#### **Constats :**

L'exploitant indique qu'il ne trie que les cumulus (gros électroménagers hors froid - GEMHF) et que le reste des équipements DEEE sont compactés dans sa presse pour être expédiés en mélange en Espagne.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection l'ensemble des documents nécessaires pour le transfert transfrontalier de déchets.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera qu'il dispose des documents ad-hoc concernant le transfert transfrontalier de DEEE usagés ou de déchets de DEEE.

L'exploitant ne doit plus diluer les DEEE reçus au milieu des autres déchets de métaux afin de pouvoir justifier d'un traitement des DEEE conforme à la réglementation et notamment au titre

|                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| de la filière REP.<br>L'exploitant doit déposer un dossier d'autorisation s'il souhaite continuer à compacter les DEEE. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                   |

**N° 13 : Conformité des transferts**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des transferts au règlement UE 1013/2006                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>1. Le présent règlement établit les procédures et les régimes de contrôle applicables au transfert de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination.                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant présente un exemple de document de mouvement pour mouvements/transferts transfrontières de déchets (Cerfa 14132*01) datant du 16 octobre 2024.<br>L'exploitant possède bien une autorisation (notification FR2024046012), mais n'a pas été en mesure de présenter l'intégralité de cette notification.<br>Le code déchet utilisé sur ce document est : 19 12 12 = autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmettra une copie de l'ensemble des documents concernant la notification susvisée dans les constats.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 14 : Réseau de collecte des eaux pluviales**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/06/2022, article 1 à 7                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vérification-du-respect                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul> |

### Prescription contrôlée :

La SARL HUGONENC NÉGOCE, est mise en demeure pour son site de Bagnac-sur-Célé de respecter sous un délai de :

- **2 mois l'article 15** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en mettant en place une clôture de plus de 2.5 mètres sur l'ensemble des limites de l'emprise de l'installation, (notamment les portails qui ont une hauteur inférieure à 2.5 m),
- **2 mois l'article 18** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en justifiant du bon état des installations électriques et en transmettant le rapport de contrôle de 2022,
- **3 mois l'article 20** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en justifiant de la présence d'un poteau incendie à moins de 100 m des installations ainsi que de son débit (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 h minimum),
- **3 mois l'article 27** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en transmettant le plan des réseaux mis à jour et justifiant du nettoyage du caniveau de collecte des eaux pluviales susceptibles,
- **1 mois l'article 31** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en réalisant une analyse complète des eaux rejeté vers le milieu naturel reprenant l'ensemble des paramètres prévus dans ledit article,
- **mois l'article 41** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en respectant les règles d'entreposage des véhicules hors d'usages avant dépollution, d'entreposage des pneumatiques, d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage, d'entreposage des véhicules hors d'usages après dépollution,
- **3 mois l'article 42** de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en justifiant la réalisation systématique de l'ensemble des opérations de dépollution imposées.

### Constats :

Par courriel du 17 mai 2023, l'exploitant a communiqué les rapport de vérification des installations électriques (rapports Q18 n° 9122B/23/4204 et 9122B/23/4205 du 15/05/2023). Ces rapports précisent que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

Par courrier du 22 juillet 2023, l'exploitant a indiqué qu'il procédait :

- depuis son inscription au site IDIS2 à la présence de condensateur contenant des PCB ou PCT pour chaque véhicule traité sur le site,
- à une fréquence de 2 mois au nettoyage des caniveaux et au repositionnement des grilles de protections,
- à la récupération des deux gaz de climatisation (R134A et H1234Y).

Par ailleurs, l'exploitant a également justifié de la présence de deux poteaux incendie respectant la distance et les débits réglementaires imposés par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à son site.

Par courrier de mai 2024, l'exploitant a communiqué une réponse au rapport de la visite

d'inspection du 14 novembre 2023.

Dans cette réponse, l'exploitant précise que :

- la partie endommagée de la clôture a été remise en état,
- l'analyse des eaux rejetées vers le milieu naturel est effectuée depuis 2014 directement par un personnel du laboratoire, formé à la prise d'échantillon,
- le plan des réseaux a été mis à jour.

Le jour de la visite, l'exploitant présente le plan topographique du Janvier 2024 (dernière mise à jour), réalisé par le cabinet de géomètre expert AQR.

L'inspection constate que le plan est incomplet car il ne fait pas apparaître :

- la légende,
- les limites ICPE,
- l'intégralité du réseau d'eau.

L'exploitant précise que le site est équipé de trois séparateurs (partie extérieur / station de lavage / zone de stockage Est), et d'un système de pompe de relevage, décantation et décanteur lamellaire pour la partie Ouest.

L'inspection constate que les zones sur rétention n'apparaissent pas clairement sur le plan.

L'inspection rappelle que tout stockage de déchets doit être fait sur rétention et non à même le sol.

De plus, concernant le stockage de véhicule hors d'usage après dépollution, l'exploitant respecte la hauteur de stockage limitée à 3 mètres.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Bien que l'exploitant ait transmis un plan des réseaux conformément au point de la mise en demeure, celui-ci est incomplet, par conséquent celui-ci doit être mis à jour et complété avec les éléments susvisés à savoir :

- la légende,
- les limites ICPE ,
- l'intégralité du réseau d'eau susceptible d'être pollué.

L'inspection propose tout de même à madame la préfète de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juin 2022, l'exploitant ayant déféré à l'ensemble des points de cet arrêté.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 15 :** Valeurs limite de rejet aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/09/2012, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, conformité des analyses

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- Matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l.

Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- Matières en suspension : 35 mg/l.
- DCO : 125 mg/l ;
- DBO5 : 30 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- Plomb : 0,5 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;
- Métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

**Constats :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant présente l'analyse effectuée en date du 2 mai 2024, par le labos PUBLIC LABO (rapport n° 240502 003263 01)</p> <p>L'inspection constate que les résultats respectent les seuils réglementaires.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant dispose de trois dispositifs de traitement des eaux susceptibles d'être polluées, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'une meilleure identification des différents ouvrages permettrait de s'assurer que l'analyse a été réalisée au niveau du bon exutoire.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit faire identifier les différents dispositifs de traitement afin de savoir sur lequel ont eu lieu les analyses.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 16 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, registre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un registre mais l'inspection constate que celui-ci ne possède pas l'ensemble des informations mentionnées à l'article 1 de l'AM du 31/05/2021.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit être en capacité de présenter un registre conforme à la réglementation. Une fois mis à jour l'exploitant transmettra une copie à l'inspection.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 17 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, registre</p>                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul> |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un</p>                                                                                                                                                       |

registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

L'exploitant indique ne pas disposer d'un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité lui permettant de disposer d'un registre

|                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| chronologique où sont consignés tous les déchets sortants contenant toutes les informations précisées à l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                           |

**N° 18 : Admissibilité des déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Détection                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>               |
| <b>Constats :</b> <p>Le site est équipé d'un dispositif de détection de radioprotection. L'exploitant présente la fiche de vérification en date du 04 novembre 2023 de son dispositif par la société "BETIN Technologies". L'inspection rappelle que cette équipement doit être vérifié annuellement et que la date de vérification aurait du avoir lieu avant le 04 novembre 2024.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit justifier d'une vérification au titre de l'année 2024 de son équipement de contrôle de la radioactivité.</p>                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 19 : Procédure d'information préalable**

|                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Document d'acceptation préalable                                                                                                                                                |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul> |

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

**Constats :**

L'exploitant présente un modèle de document d'acceptation préalable.

L'inspection constate que cette DAP concerne des véhicules hors d'usages (code déchets 160104\*).

L'identification du producteur du déchets est précisée (nom, adresse, Siret, contact), ainsi que l'identification du déchet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 20 : Informations à fournir**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. a)

**Thème(s) :** Autre, DAP contenu

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle

est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;  
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

**Constats :**

L'inspection constate que la DAP contient bien des informations concernant :

- la source (producteur) et origine géographique du déchet;
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;

L'inspection rappelle à l'exploitant que son document d'acceptation préalable doit contenir les informations réglementaires suivante à savoir:

- les informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits);
- les données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant;
- les résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre ;
- au besoin, les précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

Par ailleurs, l'inspection rappelle que s'il est indiqué la réalisation du contrôle de la radioactivité comme précisé dans le document présenté, l'information doit être claire et le résultat du contrôle présent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procédera à la mise à jour du modèle de DAP contenant les informations nécessaires prévues par la réglementation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 21 : Entreposage des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.

**Thème(s) :** Risques accidentels, caractéristiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection a constaté la présence de tas de déchets dont la hauteur est bien supérieure aux 3 mètres prévus par la réglementation lorsqu'un tiers est situé à moins de 100 mètres de la zone du stockage.</p> <p>L'exploitant reconnaît les faits et précise que bien qu'il dispose d'une pige neuve, le dépassement se constate sans qu'il ait besoin d'utiliser la pige.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de respecter une hauteur de 3 mètres de hauteur pour ses différentes zones de stockage situées dans un rayon de 100 mètres d'un lieu d'habitation et de mettre en place un ilotage lui permettant de visualiser rapidement le risque de dépassement</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 22 : (VLE pour rejet dans le milieu naturel)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17</p>                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE</p>                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul> |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de</p>                                                                                                                                           |

concentration suivantes.

1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)

Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)

flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 100 mg/l

flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j 35 mg/l

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)

flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 300 mg/l

flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j 125 mg/l

2- Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)

|                                                                                    | N° CAS    | Code SANDRE |                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------|--------------------------------------------------------|
| Arsenic et ses composés (en As)                                                    | 7440-38-2 | 1369        | 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j                     |
| Cadmium et ses composés                                                            | 7440-43-9 | 1388        | 25 µg/l                                                |
| Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) | 7440-47-3 | 1389        | 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j(dont Cr6+ : 50µg/l) |
| Cuivre et ses composés (en Cu)                                                     | 7440-50-8 | 1392        | 0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j                    |
| Mercure et ses composés (en Hg)                                                    | 7439-97-6 | 1387        | 25 µg/l                                                |
| Nickel et ses composés                                                             | 7440-02-0 | 1386        | 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j                      |
| Plomb et ses composés (en Pb)                                                      | 7439-92-1 | 1382        | 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j                      |
| Zinc et ses composés (en Zn)                                                       | 7440-66-6 | 1383        | 0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j                     |

|                                                 |   |   |         |
|-------------------------------------------------|---|---|---------|
| Fluor et composés<br>(en F) (dont<br>fluorures) | - | - | 15 mg/l |
|-------------------------------------------------|---|---|---------|

  

|                                                                                                                                                           |                     |      |                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|------|-----------------------------------------|
| Indice phénols                                                                                                                                            | 108-95-2            | 1440 | 0,3 mg/l                                |
| Cyanures libres                                                                                                                                           | 57-12-5             | 1084 | 0,1 mg/l                                |
| Hydrocarbures<br>totaux                                                                                                                                   | -                   | 7009 | 10 mg/l                                 |
| Hydrocarbures<br>aromatiques<br>polycycliques (HAP)                                                                                                       |                     | 1117 | 25 µg/l (somme des 5<br>composés visés) |
| Benzo(a)pyrène                                                                                                                                            | 50-32-8             | 1115 | 25 µg/l (somme des 5<br>composés visés) |
| S o m m e<br>Benzo(b)fluoranthèn<br>e +<br>Benzo(k)fluoranthèn<br>e                                                                                       | 205-99-2 / 207-08-9 | -    | 25 µg/l (somme des 5<br>composés visés) |
| Somme Benzo(g,<br>h,i)perylène +<br>Indeno(1,2,3-<br>cd)pyrène                                                                                            | 191-24-2 / 193-39-5 | -    | 25 µg/l (somme des 5<br>composés visés) |
| C o m p o s é s<br>o r g a n i q u e s<br>halogénés (en AOX<br>ou EOX) ou<br>halogènes des<br>c o m p o s é s<br>o r g a n i q u e s<br>absorbables (AOX) |                     | 1106 | 1 mg/l                                  |

**Constats :**

L'exploitant présente une analyse d'un échantillon prélevé au niveau du rejet après séparateur (regard) effectué en date du 02 mai 2024.

L'inspection constate que les valeurs pour les paramètres mesurés respectent les valeurs limites prévues par la réglementation.

Néanmoins les paramètres suivants n'ont pas été vérifiés:

- Fluor et composés (en F) (dont fluorures),
- Indice phénols,
- Cyanures libres,
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP),
- Benzo(a)pyrène,
- Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène,
- Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène,
- Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de l'absence d'obligation de contrôler les paramètres suivants :

- Fluor et composés (en F) (dont fluorures),
- Indice phénols,
- Cyanures libres,
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP),
- Benzo(a)pyrène, Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène,
- Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène,
- Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 23 : Valeurs limites de bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25 > I.

**Thème(s) :** Risques chroniques, résultat

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)                                                                | 6 dB(A)                                                                                   | 4 dB(A)                                                                                            |
| supérieur à 45 dB (A)                                                                                         | 5 dB(A)                                                                                   | 3 dB(A)                                                                                            |

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

**Constats :**

L'exploitant présente les résultats de contrôle des émissions sonores réalisés par la société "DELHOM Acoustique" dans son rapport n° R33240742-LS en date du 19/07/2024  
L'inspection consulte les résultats qui respectent les valeurs réglementaires en limite de propriété et en zone à émergence réglementée (ZER).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 24 : Retention des sols**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Caractéristiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

**Constats :**

L'inspection constate que l'exploitant a effectué des travaux d'étanchéité de ses zones de stockage de déchet, mais l'ensemble du site ne dispose pas d'une dalle étanche relié à un dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (environ 200 à 300 m<sup>2</sup>), bien que l'exploitant y effectue de l'entreposage de déchets susceptibles de générer une pollution en cas d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit finaliser ses travaux d'imperméabilisation de sa plate-forme de transit de déchets et assurer le traitement des eaux susceptibles d'être polluées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 25 : Limite de l'emprise ICPE du site**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/08/2011, article 1.2.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Emprise cadastrale du site

**Prescription contrôlée :**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux -dits suivants:

| Communes        | Parcelles                                  | Lieux-dits                          |
|-----------------|--------------------------------------------|-------------------------------------|
| Bagnac-sur-Célé | section AI n° 0533p<br>section AK n° 0116p | 7 avenue des Castors - Pré de Blazy |

Les terrains représentent une superficie de 15 088 m<sup>2</sup> dont 2 000 m<sup>2</sup> pour l'activité de stockage des déchets métalliques et 1 400 m<sup>2</sup> de surface pour l'activité des VHU.

**Constats :**

L'inspection constate que la surface de l'emprise ICPE du site a été modifiée par l'exploitant (ajout des parcelles n° 0117 et 0470 section AI) afin d'augmenter la surface disponible (notamment en entreposant des bennes de pneumatiques, de DEEE, et autres déchets de métaux, etc.), sans avoir préalablement informé la préfecture.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit régulariser la situation administrative de cette surface, soit en déposant un porter à connaissance auprès de la préfecture, soit en cessant son activité sur cette surface et en remettant le site en état (évacuation des stockages, remise en place de la clôture en limite d'emprise ICPE, etc). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |